

AGIR

Le journal
des communistes
à l'entreprise

Numéro 1 • 28 avril 2020

Edito

Un seul mot d'ordre : Agir !

Alors que les salarié.e.s du pays sont confronté.e.s au chômage partiel, aux feuilles de payes en baisse auxquelles sont parfois soustraits les jours de grève de la bataille des retraites, le pouvoir Macron a ouvert les vannes pour les entreprises. Report de paiement des cotisations sociales, garanties sur les emprunts...

Alors que la question de l'affaiblissement de notre appareil productif apparait de manière évidente, le gouvernement prétend s'y atteler et réserve



Aymeric Seassau
Responsable Entreprises
et activité en direction
des lieux de travail du PCF

AGIR se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons là ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr

20 milliards d'euros pour rentrer au capital de plusieurs entreprises. Pour quelle efficacité ? Qui contrôle ? Qui décide ?

Nous le disons, c'est en gagnant de nouveaux pouvoirs pour les salarié.e.s à l'entreprise que nous parviendrons à répondre aux grands défis qui s'ouvrent à nous. Voilà pourquoi le Parti communiste a fait de son implantation et de son renforcement à l'entreprise un objectif de premier plan.

Avec un seul mot d'ordre :

Agir !

Ils ont contribué à ce numéro :

Aymeric Seassau, Pascal Joly, Frederic Mellier, Nicolas Marchand, Denis Durand, Christiane Caro

DES MILLIARDS

pour le capital ou pour les êtres humains



Cette fois encore, l'argent des banques, à commencer par la Banque Centrale Européenne, coule à flot au motif d'aider les entreprises à ne pas sombrer. **La BCE prévoit de créer 3000 milliards d'euros pour refinancer les crédits des banques, notamment aux entreprises.**

Avec la loi de finance rectificative, le gouvernement finance un report de paiement des cotisations sociales et de l'impôt sur les sociétés, et une garantie sur 300 milliards d'emprunts aux banques.

Une grande partie ira à des entreprises liées aux grands groupes.

Mais à quoi va servir cet argent ?

Le précédent de la crise financière de 2008 est instructif : déjà la BCE et les banques, avec l'appui de l'Etat avaient apporté des milliards de crédits aux entreprises, mais sans aucune condition. L'économie est repartie sur les mêmes rails. Rien n'a changé dans la logique de gestion des entreprises, des grands groupes, des multinationales, ni dans les critères d'action des banques, de la BCE, de l'Etat : la rentabilité, la rémunération maximale des capitaux, des actions. Les milliards des banques et de l'Etat ont servi à reprendre la course folle à l'argent pour l'argent, pour laquelle il fallait coûte que coûte réduire les dépenses publiques, privatiser, casser le code du travail. Ils ont aussi soutenu les abandons industriels et les délocalisations.

Cela a mené à la crise actuelle, pas seulement une crise sanitaire, mais aussi une crise du système capitaliste.

Il y a donc besoin d'une remise en cause radicale des logiques inspirées par la rentabilité financière, et de leur remplacement par d'autres critères. Le crédit des banques, les moyens de la BCE peuvent être une arme formidable au service de la sécurisation de l'emploi et d'une nouvelle industrialisation, des salaires, de la protection sociale, du développement des services publics, de la transition écologique.

A condition de libérer leur utilisation des exigences de rentabilité capitalistes.

Des batailles immédiates sont possibles :

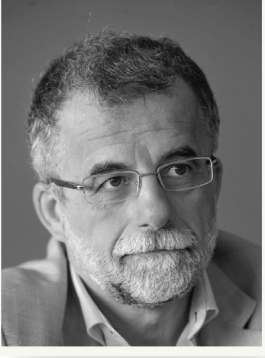
par exemple sur les critères, pour que les crédits aux entreprises soient conditionnés par des engagements concernant les salaires, le maintien et le développement de l'emploi, la formation, la recherche, le développement de la démocratie dans l'entreprise. Ou pour le développement des services publics, pour un programme de crédits à l'Etat et aux collectivités territoriales, refinancé à taux zéro ou négatif par la BCE (dans la perspective de la création d'un fonds européen ayant cet objectif).



Pour les communistes, la question de la conquête de pouvoirs, du pouvoir, sur la gestion des entreprises et l'utilisation de l'argent, est un enjeu décisif.

Il ne s'agit pas seulement de l'Etat, mais du pouvoir des travailleurs et des citoyens, pour faire prévaloir les intérêts des êtres humains sur ceux des actionnaires et des marchés financiers.

La réponse proposée à cette question est un point de repère de la fiabilité des promesses de changement de système qui fleurissent actuellement. C'est la clé d'un programme de gauche crédible.



Denis Durand,
Co-directeur d'Economie
et politique, membre du
Conseil national du PCF

Nationaliser pour aider à combattre le capital, pas pour le sauver !

1 - COMMENT INTERPRÉTER LA VOLONTÉ DE BRUNO LE MAIRE DE METTRE EN ŒUVRE DES NATIONALISATIONS DANS CERTAINS SECTEUR ?

Face à l'effondrement économique qui se dessine, Bruno Le Maire a indiqué qu'il n'excluait pas de nationaliser temporairement certaines grandes entreprises. On sait que les gouvernements les plus imbus de doctrines néolibérales n'hésitent pas à recourir à ce moyen, comme pour les huit plus grandes banques du Royaume-Uni en 2008, ou pour General Motors en 2009. Mais a-t-on cherché à faire fonctionner ces entreprises autrement ? Assigné à leurs productions des buts sociaux et écologiques ? Nullement. On leur a, au contraire, demandé une seule chose : redevenir rentables – c'est-à-dire dégager les profits destinés à faire grossir le plus possible leur capital. Et lorsque ce but a fini par être atteint, ces entreprises ont été promptement rendues à des actionnaires privés.

Et c'est ainsi, les frayeurs passées, que les affaires ont repris : banques et multinationales ont recommencé à spéculer, à déplacer usines, emplois, profits et revenus taxables au gré de leurs exigences de rentabilité ; les gouvernements ont continué de les aider à faire baisser le coût du travail en réduisant les droits des salariés et en taillant dans les dépenses publiques. De sorte que lorsque le virus est arrivé, non seulement les hôpitaux n'étaient plus en état de recevoir tous les malades, mais les chaînes de productions mondiales conçues pour la rentabilité, et non pour la coopération et la sécurité, se sont effondrées.

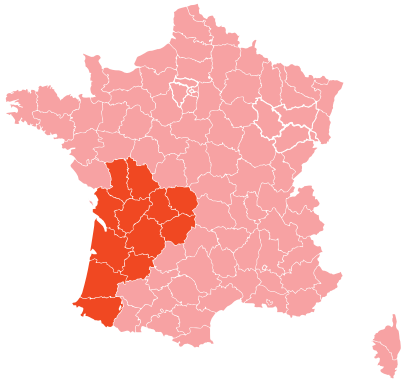
les chaînes de productions mondiales conçues pour la rentabilité, et non pour la coopération et la sécurité, se sont effondrées.

2 - QUEL POURRAIT ÊTRE LE SENS DE NATIONALISATIONS POUR LES COMMUNISTES ?

C'est bien cette logique capitaliste de l'argent pour l'argent qui doit changer si nous voulons surmonter cette crise, et celles qui lui succéderont. Il faut cesser de laisser faire le marché, et de confondre création de richesses et accumulation de profits. Des entreprises nationalisées doivent être à l'avant-garde de la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour combattre la crise sanitaire et économique. Elles doivent être à l'avant-garde dans l'exercice, par les travailleurs et par les usagers des services publics, de nouveaux pouvoirs pour opposer à la rentabilité capitaliste de nouveaux critères d'efficacité économique, sociale et écologique.

Nationaliser des groupes dans des secteurs essentiels pour la santé, pour l'accès de tous à l'énergie, aux transports, pour le financement des investissements, fera partie des moyens d'y parvenir. L'efficacité et la sécurité doivent désormais être pensées et partagées à l'échelle de la planète : il faut donc concevoir des « co-nationalisations » à l'échelle européenne ou mondiale, par exemple pour un pôle pharmaceutique public européen. Pour atteindre des objectifs précis, planifiés, démocratiquement élaborés, décidés et contrôlés.

Cette nouvelle planification stratégique, démocratique et décentralisée, de l'activité industrielle et de services, avec des engagements chiffrés, sera tout de suite la condition d'une victoire contre l'épidémie. Et le début d'une nouvelle logique démocratique et économique, contre la domination du capital.



AGIR... En Nouvelle Aquitaine

Les 12 fédérations PCF de Nouvelle Aquitaine se sont adressées à l'État
au travers d'une lettre à la Préfète de région.

Conscientes que le Confinement et des mesures exceptionnelles sont aujourd'hui nécessaires face à l'impréparation par le gouvernement de l'épidémie les responsables départementaux constatent que ces mesures ne sont pas respectées par tous.

Un certain nombre d'entreprises aux activités non essentielles redémarrent notamment (Getrag, Safran...), prenant le risque d'une extension de l'épidémie en mettant en danger leurs salariés et leurs familles.

C'est le cas notamment dans le Btp et l'industrie.

Une partie du tissu économique régional va subir durement la crise sanitaire et économique.

C'est le cas des PME et TPE, des Artisans et commerçants, Libéraux, agriculteurs, Autoentrepreneurs.

En quelques jours les Taux d'emprunt et crédit de trésorerie a été multiplié par 2 alors que les banques bénéficient du soutien de garantie de l'État et de 1000 milliards et de titres annoncés par la BCE.

La récession est là. Et des mesures doivent être prises dès maintenant pour préparer la reprise. Cela ne peut et ne doit pas se faire au détriment des salariés.

Le Chômage partiel doit être prolongé et il faut mobiliser le système bancaire pour des crédits de trésorerie à taux 0 sous condition : Le Maintien de l'emploi et des salaires et la suspension du versement de dividendes pour les grands groupes.

Il faut aujourd'hui mobiliser des moyens pour la production des équipements dont les hôpitaux ont besoin et donc appeler à la mobilisation du public ET du privé.

Il faut mobiliser du Crédit a taux 0 pour des investissements afin de relocaliser la production de ce dont nous avons besoin.

Et il n'y aura pas d'issue à la crise sans une gestion démocratique, à l'opposé du discours guerrier et l'appel à la concorde nationale du chef de l'État qui consiste en fait à faire taire tout débat.

Les fédérations PCF de Grande Aquitaine demandent la mise en place d'une instance collective de gestion de la crise sanitaire avec tous les acteurs publics, institutionnels, partis politiques, syndicats, grandes associations de solidarité est nécessaire pour :

- ➔ Évaluer les besoins
- ➔ Suivre la mise en œuvre effective des mesures sanitaires
- ➔ Permettre la mobilisation de moyens financiers pour sortir de la crise et relancer l'économie sur de nouvelles bases.

PLAINTEL : Un scandale industriel et sanitaire

A la lumière de la crise sanitaire liée au covid-19, la décision de fermeture de l'usine de Plaintel, en 2018, dans les Côtes-d'Armor, dévoile un véritable scandale sanitaire et industriel !

Cette entreprise fabriquait des masques, notamment FFP2, qui nous font cruellement défaut, aujourd'hui, dans la lutte contre la propagation du corona virus meurtrier.

Ce qui relève du choix de fermeture, s'inscrit, sans doute possible, dans la logique du capitalisme financier, révélé à la face du monde et de l'humanité.

Le désengagement de l'état et des gouvernements successifs, ont causé irrémédiablement la chute de l'entreprise liées au marché sanitaire dont les hôpitaux publics.

La recherche du profit maximum et de la loin du marché, libre et non faussée, a une nouvelle fois prévalu alors que les salariés de l'entreprise ont lancé de multiples alertes sur les conséquences de la perte de savoir-faire et d'un outil industriel. Qui laisse aujourd'hui, la population française et singulièrement ses soignants, en danger et, en grande partie, dépendants pour la confection des masques.

C'est la raison pour laquelle, la fédération du PCF des côtes d'Armor et les élus du département, demande la réouverture de cet outil industriel faisant le constat de la viabilité du site et de sa rentabilité, du savoir-faire détenu par les salariés, et de la nécessité de relocaliser cette production précieuse pour garantir l'indépendance de la France et ses capacités de réactivité face à une telle situation.

L'expérience le montre avec une particulière acuité, cette production doit être mise sous « surveillance » démocratique des salariés, mais également de la population et de ses représentants sur le plan local.

Selon la fédération et les élus, la relance de l'activité engage l'état, qui doit veiller à la mise à disposition des financements nécessaires à la reprise de l'activité, par l'intermédiaire de la banque publique d'investissement et de la banque de France qui doit déclarer cette avance de fonds éligible au refinancement de la banque centrale européenne au taux de 0,75 actuellement pratiqué pour les refinancements de long terme.

Une fois de plus le choix à faire est entre la recherche du profit, ou bien que prévalent les choix en ayant le souci de l'humain d'abord.

CHRISTIANE CARO

commission entreprises et lieux de travail du PCF des Côtes d'Armor.

**Pour faire le choix
de l'humain**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____